

TES : Pour ou contre le libre échange ?

DES DOCUMENTS A ETUDIER POUR PREPARER LE COURS AVANTAGES/LIMITES DU LIBRE ECHANGE.

Page 1 : L'accord de libre échange transatlantique : TTIP ou Tafta

Page 2 : 10 juillet 2014, l'accord de Partenariat Européen (APE) avec l'Afrique de l'Ouest.

Document 1

Extrait JT 20 h France 2 du 26/04/2016. <https://www.youtube.com/watch?v=PO-rcs10MJ8>

Document 2

Pour ou contre l'accord de libre-échange transatlantique ?

L'accord, qui a pour but de dynamiser la croissance économique, vise principalement la libéralisation du commerce et de l'investissement entre les deux blocs. Revue des arguments pour ou contre ce « partenariat commercial »

Source : L'obs, rue 89, Pour ou contre l'accord de libre-échange transatlantique ? Marie-Anne Daye Journaliste. 31/05/2013

Pour

Côté américain, le 27 mars, le secrétaire d'Etat John Kerry, reconstruit des chefs d'entreprises français, a qualifié l'accord en ces termes :

« C'est l'un des meilleurs moyens de casser le cycle (de la crise) en Europe et d'avoir de la croissance. »

Côté européen

Dans une interview à Arte, la députée européenne allemande PPE (Parti populaire européen) Godelieve Quisthoudt-Rowohl assure que l'Accord renforcerait l'espace commercial transatlantique :

« On assistera à un nouvel essor lorsque toutes les barrières commerciales seront tombées. »

L'eurodéputée voit même plus loin :

« Ma vision, ou mon souhait, c'est que l'Union européenne ou les Etats-Unis soient un jour en mesure de négocier avec la Chine. Cela renforcerait énormément la position occidentale. »

Une étude de l'institut de recherche économique IFO, réalisée à la demande du ministère de l'Economie, révèle que le produit intérieur brut (PIB) par habitant augmenterait de 0,1% dans l'Union européenne et de 0,2% aux Etats-Unis si l'accord commercial se limitait à abolir les barrières douanières.

Elle mentionne toutefois que le gain potentiel serait supérieur si l'accord était élargi aux normes techniques, aux normes de sécurité et aux règles de concurrence.

Source : L'obs, rue 89, Pour ou contre l'accord de libre-échange transatlantique ? Marie-Anne Daye Journaliste. 31/05/2013

Contre

Pour Yannick Jadot, membre d'Europe Ecologie-Les Verts et vice-président de la Commission commerce international, la construction politique de l'accord est « scandaleuse ».

« Que ce soit les services publics, les services audiovisuels, y compris par Internet, et l'exception culturelle, notre refus de succomber à l'agenda américain, d'avoir plus d'OGM, de bœufs aux hormones et de viande chlorée, l'ensemble des droits des investisseurs : tout ça relève de choix de société. »
« La négociation doit être transparente. »

Le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon. Sur le site du parti, Martine Billard, qui en est la coprésidente, écrit :

« Si demain ces normes disparaissent, la concurrence deviendra totalement inégale, nos assiettes seront envahies de malbouffe et ce sera la fin de la paysannerie, déjà bien mal en point. »

Bruno Poncelet est syndicaliste, spécialiste des accords de libre-échange à la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB wallonne). Dans une interview accordée à Politis.fr, il explique pourquoi il est contre le projet de partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement.

« Dans le mandat de négociation de la Commission, il y a une réelle menace d'autoriser un règlement des différends entre Etats et multinationales – c'est-à-dire le droit pour les multinationales et les investisseurs de porter plainte contre les Etats pour exiger des dommages et intérêts, quand une politique publique ne leur plaira pas. »

Dans un message d'alerte publié sur un blog, Gérard Filoche, membre du PS et militant pour la CGT, redoute que la suppression des droits de douanes ne menace l'industrie européenne.

Gérard Filoche souligne :

« L'accord risquerait de mettre à mal ce qui reste en France en particulier d'industrie automobile. »

« La levée de ces barrières douanières serait un désastre pour les éleveurs français, un problème certain pour les betteraviers. »

Source : L'obs, rue 89, Pour ou contre l'accord de libre-échange transatlantique ? Marie-Anne Daye Journaliste. 31/05/2013

Document 3



Et le Libre échange pour l'Afrique de l'Ouest ?

Document 1

Accords de libre-échange tous azimuts.

Le baiser de la mort de l'Europe à l'Afrique, par Jacques Berthelot

Lien à consulter : <http://www.monde-diplomatique.fr/2014/09/BERTHELOT/50757>

Source : le monde Diplomatique, Accords de libre-échange tous azimuts, **Le baiser de la mort de l'Europe à l'Afrique**, par Jacques Berthelot, septembre 2014. p 12 13.

Document 2

Au Burkina, la Cédéao prône la libre circulation en Afrique de l'Ouest

Ouagadougou abrite depuis ce 4 juillet un forum régional sur la libre circulation des personnes et des marchandises dans l'espace Cédéao. A l'ouverture de ce forum, le président a souligné que la zone de libre-échange peine à « fonctionner de manière satisfaisante ». Exemples dans le sud du Sénégal où les habitants souffrent de l'enclavement de la région et à la frontière entre la Guinée et le Mali où le transport clandestin se développe de plus en plus.

Selon Kadré Desiré Ouedraogo, président de la Commission de la Cédéao, les citoyens sont quotidiennement confrontés « *au racket, à l'intimidation, au harcèlement des agents de police, de gendarmerie, des douanes et de l'administration* » en poste aux frontières.

Au Sénégal, à Ziguinchor dans le sud du pays, où s'est rendue l'envoyée spéciale de RFI, les habitants souffrent de l'enclavement. Pour se rendre à Dakar, la capitale, il leur faut prendre la route. Une étape qui peut durer plusieurs heures, en raison des nombreuses tracasseries rencontrées à la frontière gambienne. C'est le cas des transporteurs qui font transiter chaque jour des marchandises venant du Sud pour les acheminer à Dakar.

Des discussions de plusieurs jours

Assane Mbaye vérifie ainsi constamment l'état de son chargement. Son camion est rempli de mangues, qu'il doit amener à Dakar pour approvisionner les marchés de la capitale. Seulement, avant son départ, ce vieux routier a toujours un doute : la durée du voyage est aléatoire, à cause des nombreux contrôles au niveau de la frontière gambienne.

« *A chaque fois, explique-t-il, on nous demande de décharger nos camions, les douaniers inspectent les produits. Normalement, ils devraient juste utiliser un pont à bascule pour peser nos camions et voir s'ils ne dépassent pas les 50 tonnes autorisées. Mais ils n'en n'ont pas et cela nous pose problème.* » Résultat : les discussions peuvent durer plusieurs jours. Et cela a un coût.

« *Souvent, poursuit Assane Mbaye, on doit stationner pendant 10 à 15 jours. Et tous les jours d'attente, nous dépensons 5 000 francs CFA pour manger. On nous impose de payer 50 000 francs CFA la traversée du bac. Lorsqu'on transporte des mangues, on doit parfois négocier pour éviter d'attendre et de voir pourrir les fruits.* »

En début d'année, les transporteurs sénégalais avaient rejeté les nouvelles tarifications du bac et boycotté le passage de la transgambienne. Cela avait duré plusieurs mois. « *Cela nous avait coûté très cher car certains véhicules ne sont pas en bon état et ils ne peuvent pas faire un long trajet, affirme Lansana Konté, secrétaire général des transporteurs de Ziguinchor. Mine de rien, on peut dépenser le double du carburant qu'à l'ordinaire en Gambie.* »

Pour atténuer ces problèmes, les transporteurs misent sur la construction d'un pont, mais ce projet, financé par la Banque africaine de développement, connaît du retard.

Des commerçants rackettés entre le Mali et la Guinée

Entre le Mali et la Guinée, c'est plutôt le racket qui est mis en cause. L'expression selon laquelle la Guinée et le Mali sont deux poumons dans un seul corps ne semble pas être effective pour les commerçants. A Kourémalé, ville qui traverse la frontière, les marchands des deux bords accusent les policiers de les rançonner. Ils seraient contraints de payer 1 000 à 1 500 francs CFA à chaque traversée, qu'ils soient en règle ou pas.

Koumba Diakité, vendeuse de bijoux et de boubous traditionnels, se rend régulièrement à Bamako par la route. Après trois ans d'activité, elle indique qu'elle ne pourra pas supporter encore longtemps cette situation. Elle envisage de restreindre son commerce, voire de changer de métier.

D'autres estiment n'avoir pas le choix. Comme des centaines d'autres, Nankoumba Doumbouya, revendeur de téléphones portables à Siguiéri, se tourne désormais vers le transport clandestin.

L'activité, organisée en général par des motards, consiste à dissimuler et à transporter la marchandise en contournant Kourémalé, pour échapper au contrôle douanier. Une réalité que déplore le commerçant guinéen qui regrette que la libre circulation des personnes et de leurs biens en Afrique de l'Ouest n'existe, en fait, que sur le papier.

Source : RFI.fr, Au Burkina, la Cédéao prône la libre circulation en Afrique de l'Ouest, 05/07/2014.